

Pierre-Arnaud Chouvy, Fanny Drigny
3 février 2011

Drogues et développement

Entretien réalisé par Fanny Drigny, avec le géographe [Pierre-Arnaud Chouvy](#), chercheur au CNRS (laboratoire Prodig), créateur et éditeur du site [Géopium](#).

Pourquoi avoir choisi de vous spécialiser dans la géopolitique des drogues, et notamment dans l'étude de la production et de la consommation d'opiacés en Asie, dans le « Triangle d'Or » et le « Croissant d'or » ?

C'est un choix personnel. J'étais attiré par l'Asie, j'avais envie de voyager et l'idée de pouvoir me rendre en Asie par voie terrestre était séduisante. Je n'ai pas encore trouvé le temps de rallier l'Asie autrement qu'en avion mais le projet me tient toujours à cœur. En Licence de Géographie, j'ai suivi plusieurs cours d'ethnologie et c'est ainsi que j'ai été initié aux problématiques de l'Asie du Sud-Est. Un intérêt marqué pour l'ethnobotanique et pour la géopolitique m'a assez naturellement amené à me pencher sur la question des plantes à drogues et, dans le contexte de l'Asie du Sud-Est, aux problématiques de l'opium. Réalisant d'abord un mémoire de maîtrise sur le « Triangle d'Or », j'ai ensuite adopté une approche comparative en interrogeant les logiques spatiales relatives à l'émergence des deux principaux espaces mondiaux de production illicite d'opium, le « Triangle d'Or », autour de la Birmanie, et le « Croissant d'Or », autour de l'Afghanistan. Question simple donc, mais complexe, qui procédait d'une réelle interrogation personnelle.

Comment expliquez-vous la pérennisation des territoires de l'opium en Asie du sud ?

Il y a pérennisation à l'échelle continentale, celle de l'Asie, mais aux échelles subrégionales (Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest) on a d'abord assisté à un éclatement de la production, avant d'observer une concentration des espaces de cultures aux échelles nationales, en Birmanie et en Afghanistan. La production birmane résulte en partie de la prohibition chinoise, celle d'Afghanistan de la prohibition iranienne. Certes, des productions ont existé au Laos, en Thaïlande, et au Pakistan, mais dans des proportions nettement moindres qu'en Birmanie et en Afghanistan. Ce sont des facteurs historiques, économiques, et politiques (culture perse de l'opium, colonialisme et monopoles de l'opium, guerres de l'opium, guerre froide, séparatismes et irrédentismes ethniques, guerres civiles, etc.) qui expliquent la localisation actuelle de plus de 95 % de la production illicite d'opium en Asie et, plus précisément, en Afghanistan et en Birmanie. En fin de compte, les facteurs explicatifs récents du maintien, voire du développement, de la production d'opium dans ces deux pays, sont les liens forts qui existent d'une part entre économie de guerre, économie illicite, et pauvreté. L'immense majorité des paysans asiatiques de l'opium a recours à la culture du pavot pour pallier des insuffisances alimentaires. Outre l'opium, l'Afghanistan et la Birmanie ont en commun d'être le théâtre de conflits armés qui durent depuis des décennies et qui aggravent considérablement la pauvreté de leurs populations majoritairement rurales. L'opium y représente une alternative au développement, développement que la guerre interdit.

Croyez-vous à une réussite future des programmes de développement visant à réduire la production d'opium dans les deux régions ?

Ce que l'on a longtemps appelé le développement alternatif, c'est-à-dire la pratique du développement économique dans des régions productrices de drogues illicites, aurait pu avoir davantage de succès dans le monde, pas seulement en Asie. Mais outre le fait que ces programmes et projets ont souffert de ne pas être correctement élaborés, mis en place, et financés, la logique inhérente à la guerre contre la drogue, instaurée en 1971 par les Etats-Unis, a voulu que des campagnes d'éradication forcée contreviennent aux efforts de développements menés ici et là. En effet, la destruction des cultures de plantes à drogue revient à aggraver les causes du recours à ces cultures : pauvreté et insuffisance alimentaire. La guerre contre la drogue s'est vite révélée être inefficace et même contreproductive mais ses partisans n'ont cessé de vouloir la renforcer, estimant que l'échec était dû à un manque de moyens. En fait, le développement économique a toujours reçu la portion congrue des budgets antidrogue, alors que c'est pourtant bien de développement dont ces pays et leurs paysannes avaient et ont toujours besoin pour accéder à des modes de production leur permettant de s'extraire de leur grande pauvreté. En effet, contrairement aux idées reçues, la production d'opium coûte plus qu'elle ne rapporte : elle est extrêmement exigeante en main-d'œuvre et ne permet donc que très rarement de s'enrichir. Le développement économique est la seule solution à adopter pour réduire les cultures de plantes à drogues. Mais la volonté politique et les moyens économiques font cruellement défaut. Quoi qu'il en soit, le développement économique de l'Afghanistan et de la Birmanie ne pourra bien sûr pas être entrepris et mené à bien avant le règlement de leurs conflits.

Un pays instable politiquement, pauvre ou en guerre a-t-il un choix autre que l'économie de la drogue pour s'en sortir ?

Bien sûr : sinon il y aurait beaucoup plus de plantes à drogues à la surface de la planète. Mais quand existe une culture historique de la production de drogue dans un pays donné, le développement d'une telle production illicite va souvent de soi. Tout choix est de toute façon toujours plus ou moins contraint. La Birmanie n'a bien sûr pas fait le « choix » de sa production d'opium. Pas plus qu'elle n'a fait le choix des décennies de conflits qui l'affligent encore aujourd'hui. Fuite de producteurs d'opium depuis le sud de la Chine au XIXe siècle, encouragement de la production birmane pour la contrebande dans le contexte du monopole indien de l'opium des Indes britanniques, communisme et guerre froide instrumentalisant l'économie de l'opium (Kuomintang, CIA...) : autant de facteurs historiques et géopolitiques qui, greffés sur le contexte agro-économique de l'agriculture sur brûlis et de ses insuffisances alimentaires chroniques, n'ont laissé que peu de choix à la Birmanie dans le développement de sa production d'opium. Ni la Birmanie ni l'Afghanistan n'ont fait un tel choix : leurs marges de manœuvre étaient bien sûr, et sont toujours, restreintes. Leurs productions d'opium doivent être comprises comme révélatrices de leurs graves et longues crises politico-territoriales et économiques. Leurs productions d'opium résultent de leurs crises, bien plus qu'elles ne les alimentent : c'est en remédiant à ces crises, à ces conflits, et donc à la pauvreté et aux insuffisances alimentaires, que la production illicite d'opium pourra diminuer dans ces deux pays. Dans le plus grand intérêt des paysans de l'opium dont le choix culturel est clairement contraint.

Que répondez-vous à ceux qui expliquent le recours à l'économie des drogues par sa supériorité économique ?

Les productions agricoles de drogues illicites permettent bien sûr souvent aux paysannes qui y ont recours de dégager des revenus supérieurs à ceux que d'autres productions autorisent. On explique souvent qu'un hectare de pavot rapporterait en moyenne dix fois plus qu'un hectare de blé en Afghanistan, ou que la culture du pavot est quatre à cinq fois plus rémunératrice que celle du riz en Birmanie. La production illicite d'opium apparaît donc extrêmement rentable et compétitive et laisse peu d'arguments aux partisans des programmes de développement alternatif tout en en donnant à ceux qui promeuvent l'éradication forcée comme unique solution. Mais comparer la valeur d'une production d'opium à celle d'une production de blé ou de riz pose quelques problèmes. Il convient d'emblée d'insister sur la faible pertinence qu'il y a de comparer une culture de rente avec une culture vivrière de base plutôt qu'avec une autre culture de rente. Il n'est pas judicieux non plus de ne pas considérer les variations de prix de chaque production et donc leur caractère conjoncturel : en Afghanistan, le prix de l'opium a été multiplié par dix en quelques années alors que celui du blé baissait. Enfin, il est aberrant, ainsi que le font systématiquement les commentateurs, de comparer les valeurs globales de chaque production plutôt que les revenus nets qu'elles permettent de dégager : cela revient en effet à ne pas prendre en compte les coûts de production inhérents à chaque denrée alors que ceux-ci diffèrent largement. En effet, la production d'opium est une activité extrêmement exigeante en main-d'œuvre, beaucoup plus en tout cas que ne le sont celles de blé ou de riz. Cela ne remet en fait pas seulement en question la supposée supériorité économique de la production d'opium, mais contredit aussi l'idée reçue qui veut qu'elle soit une solution de facilité pour les paysans qui y ont recours. La production d'opium n'est donc pas forcément une activité lucrative : elle permet avant tout d'optimiser la sécurité alimentaire des familles concernées.

Dans l'article du hors-série du *Monde* d'octobre 2010 consacré aux différentes formes de la mondialisation vous accusez la mondialisation d'encourager, par les inégalités qu'elle crée, le recours à l'économie des drogues. Cependant vous placez en elle beaucoup d'espoirs en affirmant qu'elle « pourrait aussi permettre de trouver et de financer des solutions économiques à la production de drogues illicites ». Dans quelles mesures selon vous ?

Je n'accuse pas la mondialisation de quoi que ce soit : j'observe seulement qu'elle a joué un rôle historique majeur dans le développement des productions de drogues illicites, de leur trafic, et de leur consommation. La prohibition mondiale de certaines drogues est bien sûr elle aussi une conséquence et une manifestation de la mondialisation. La mondialisation n'est ainsi pas qu'un processus d'intégration : elle crée aussi des conditions de l'exclusion de certains. Elle n'est pas que source d'enrichissement : elle est aussi cause d'appauvrissement. Mais la mondialisation bénéficierait grandement de la stabilisation des pays en crise, et donc de leur développement économique. L'Afghanistan était connu pour ses vergers et la Birmanie fut un temps le premier producteur de riz au monde. Les deux pays constituent d'autre part des enjeux énergétiques d'importance et davantage encore des enjeux stratégiques. Les principaux acteurs de la mondialisation, et notamment l'Inde et la Chine, ont tout intérêt à stabiliser ces deux pays et à en assurer le développement et la croissance économique. La mondialisation est riche d'idées et de moyens mais ce qui fait défaut pour l'instant dans la mise en place de programmes de développement dits alternatifs, c'est la volonté politique.

Entretien préparé, réalisé et retranscrit par Fanny Drigny
Relu et amendé par Pierre-Arnaud Chouvy

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net